

Quel a été le bilan de la septième session extraordinaire?

Une résolution dont voici les sept points fut adoptée: 1) commerce international, 2) transfert des ressources réelles pour financer le développement des pays du Tiers monde et réformes monétaires internationales, 3) science et technologie, 4) industrialisation, 5) alimentation et agriculture, 6) coopération entre les pays en développement, et 7) restructuration des secteurs économiques et sociaux du système des Nations Unies. Les deux premiers points, les plus importants, ont été les plus difficiles à négocier. Les questions les plus controversées étaient bien connues des négociateurs et des observateurs aguerris aux tribunes sur les questions économiques internationales: une approche intégrée des accords sur les produits, de l'indexation, de l'accès préférentiel aux marchés des pays développés, du redéploiement de la capacité industrielle des pays développés en faveur des pays en développement, des délais prévus pour la fourniture de l'aide publique au développement, du lien entre l'aide et les droits de tirage spéciaux, des réformes du système monétaire international, du droit de vote dans les institutions financières internationales et d'un mécanisme mondial de réserve alimentaire. La terminologie finalement adoptée à l'égard de ces questions n'a pas résolu tous les problèmes en suspens dans chaque domaine, mais elle a tout au moins établi une base commune entre les pays développés et les pays en développement en vue de la poursuite des travaux.

L'orientation de l'évolution du système économique international revient maintenant à des organismes plus spécialisés. C'est au sein de ces organismes que doivent se faire sentir le plus profondément les résultats de la septième session extraordinaire et les engagements qui y ont été pris. Les conseils individuels sur les produits, la Conférence sur la coopération économique internationale ou la conférence entre pays producteurs et pays consommateurs qui a commencé ses travaux en décembre à Paris, la CNUCED et ses comités, les négociations commerciales multilatérales en cours tenues sous l'égide du GATT, et les discussions au sein du Fonds monétaire international, autant de points qui seront au centre de négociations détaillées sur des aspects particuliers du système économique international. Les questions abordées à la septième session extraordinaire seront traitées en profondeur lors de ces réunions. D'après le progrès réalisé au sein de chacune d'elles, on

pourra mesurer le succès réel de la septième session extraordinaire.

Les gouvernements des pays développés réagiront unilatéralement, par l'entremise de leurs programmes d'aide au Tiers monde. Il est évident que pour bon nombre de pays en développement, surtout pour les plus pauvres, l'aide extérieure continuera d'apporter une importante contribution au développement social et économique et de constituer, à leurs yeux, l'élément capital du nouvel ordre économique.

Le défi qui se pose consiste à conserver l'élan amorcé et la volonté politique née par suite de la septième session extraordinaire en vue de consolider la coopération entre pays développés et pays en développement. Ce défi sera d'autant plus difficile à relever que la conjoncture économique actuelle est incertaine. Les pays développés risquent, sous les pressions politiques internes, de devoir concentrer leur attention et leurs ressources plutôt sur leurs propres problèmes économiques que sur ceux des pays en développement. Ainsi, la réalisation de l'objectif de 0.7 pour cent du PNB au titre de l'aide publique au développement est une gageure infiniment plus difficile à un moment où on est aux prises, sur le plan intérieur, avec l'inflation, la récession et les restrictions dans les dépenses gouvernementales.

Pour certains pays en développement, comme les membres de l'OPEP et les principaux producteurs d'autres produits clés, le pari consistera à accepter la responsabilité inhérente à l'accession à la puissance économique. Pour d'autres, il s'agira de redistribuer la richesse à l'intérieur de leurs propres frontières sur une échelle beaucoup plus vaste et de modifier l'ordre de leurs priorités de façon à étendre les bienfaits du développement social et économique aux couches plus pauvres de la population.

La septième session extraordinaire laissera sa marque sur le monde à travers les actions unilatérales des gouvernements et les négociations multilatérales visant à améliorer des secteurs déterminés du système économique international. L'ampleur des problèmes auxquels font face les gouvernements est sans précédent. Il importe, plus que jamais, de réussir. Des mesures inadéquates ou employées à mauvais escient entraîneront une instabilité planétaire qui pourrait nuire gravement à la qualité de la vie de tous les être humains. L'homme a la chance de faire progresser la civilisation dans le monde entier ou de la voir glisser vers un avenir incertain.